

2. Réforme du capitalisme

Les carences du système - son analyse

Dans son analyse Henri Lambert identifie et charge le privilège de la responsabilité limitée. Cet extraordinaire privilège du système capitaliste, généralisé depuis le milieu du 19^{ème} siècle, a été - en plus - accompagné du privilège de l'association des capitaux sous les formes de l'anonymat. L'expression plénière de cet énorme double privilège, l'action au porteur et à responsabilité limitée (à la seule mise initiale en cas de faillite) se trouve ainsi à l'origine directe ou indirecte du vice fondamental du capitalisme actuel et en conséquence de quasiment tous les maux dont il établit la lamentable nomenclature que voici :

« – Un accroissement prodigieux des activités spoliatrices et parasitaires, en raison de l'importance excessive prise par la **spéculation** et l'agiotage, au détriment des travaux vrais de la production des richesses; la tendance croissante à la concentration des intérêts industriels et commerciaux et à la centralisation de leur gestion; le **développement monopoliste et hégémonique de grandes institutions financières**, dont le moins qui puisse être dit est que ce sont des formations anti-individualistes, préparant le terrain à l'étatisation générale; l'effacement, devant ces grands établissements centralisés, des banques locales et régionales, si utiles au point de vue de la distribution du crédit aux petites entreprises, agricoles et autres; la disparition graduelle des carrières industrielles où peuvent se déployer à leur propre profit les initiatives, talents et caractères;



– le **déséquilibre dans l'affectation des capitaux**, ceux-ci allant de préférence aux entreprises susceptibles d'adopter la forme privilégiée de l'anonymat et de mettre à profit l'action au porteur, surtout en vue des **spéculations boursières**; le développement consécutif, aussi excessif et néfaste qu'artificiel, des activités dites « industrielles » au détriment des activités agricoles; le développement insuffisant, dans les pays neufs, de l'agriculture, dont les travaux fournissent le fondement vrai de la

vie économique et sociale et doivent constituer le point de départ, longtemps soutenu, des sociétés et civilisations nouvelles; la désertion et dépopulation des campagnes dans les pays vieux; la localisation d'un nombreux prolétariat industriel dans les grandes agglomérations manufacturières et, en général, dans les grands centres urbains, avec tous les maux et dangers qui en résultent;

– la **généralisation des monopoles industriels** et commerciaux, sous la forme de syndicats, cartels et trusts, organisations ayant pour but et pour effet d'assurer, par les divers moyens appropriés, mais toujours par les réglementations de production, le maintien artificiel de prix de vente et de profits aussi élevés que possible (ces organisations se faisant favoriser par la protection douanière, qu'elles entretiennent); la **cherté croissante de la vie**; la participation insuffisante des classes laborieuses dans l'accroissement de la richesse générale (N.B. Tant comme producteur que comme consommateur, l'ouvrier a un intérêt primordial à la libre concurrence entre les entrepreneurs d'industrie et à la liberté du commerce intérieur et extérieur, double condition indispensable d'une expansion complète de l'activité économique, des hauts salaires et du bon marché de la vie);

– **les profits exagérés du capital**, à peu près partout où il est investi; la **mauvaise répartition de la richesse**; l'inégalité croissante des situations de fortune; le mammonisme, ou règne de l'argent, c'est-à-dire l'enrichissement, le succès, le prestige, l'influence sociale et politique des astucieux, ou des « habiles »; l'exemple, de la part de ceux-ci, et **la contagion du gain facile**, de la vie oisive, du plaisir, de la prodigalité, du **luxu ostentatoire** ; le fléchissement continu de la morale dans les classes possédantes et la disparition chez celles-ci d'un idéal de vie sérieuse, par suite de leur manque d'instruction et d'éducation vraies; l'incapacité, de plus en plus marquée, de ces classes à accomplir leur mission directrice; leur défaillance à exercer sur la politique intérieure et extérieure des nations une action décisive et bienfaisante parce qu'éclairée;

– **l'éducation négligée des classes inférieures**, qui sont surtout ce que les font et ce que sont les classes dites « supérieures »; conséquemment, un suffrage universel ignorant, sans boussole et sans contrôle, que menacent Charybde et Scylla;

– **la domination de la politique de plus d'un grand peuple par la coalition de puissants intérêts privés**, beaucoup plus financiers qu'industriels et commerciaux, en antagonisme avec l'intérêt général (et au service desquels est généralement attachée une presse aussi méprisable qu'influente); le trafic simoniaque des influences politiques; la politique « d'affaires »,

– c'est-à-dire des intérêts particuliers –, et celle des expédients sociaux, qui lui succède nécessairement ; les lois de protection douanière, au profit des industriels, et les lois de « protection sociale » au profit des ouvriers, afin de dédommager ceux-ci des privilèges spoliateurs accordés à ceux-là aux dépens de tous; en d'autres termes: **le protectionnisme, ou socialisme des riches, et le socialisme, ou protectionnisme des pauvres**;

– le colonialisme combiné au monopolisme protectionniste, qui, se greffant l'un sur l'autre, sont les deux causes principales, sinon exclusives, du **militarisme et de l'impérialisme**, avec les conséquences désastreuses de ceux-ci dans le présent et leurs abominables menaces se profilant sur l'avenir ;



– la formidable **dilapidation, par les gouvernements comme par les particuliers, de capitaux soustraits au travail productif**, alors que l'économie, consistant en l'épargne et l'application utile des capitaux, en vue de l'accroissement constant des productions, est l'un des premiers devoirs publics et privés;

– les conceptions sociales en cours parmi les masses ouvrières, ainsi que dans de nombreux milieux « intellectuels », orientées vers l'étatisme, le communisme ou le syndicalisme anarchique, par suite des résultats antiéconomiques et antisociaux de la politique industrielle et commerciale pratiquée par les autorités « patronales » et de la politique intérieure et extérieure, également attentatoire aux intérêts généraux, suivie par les gouvernements»

Voici une litanie particulièrement accusatrice des méfaits de ces privilèges que l'on pourrait assez largement reprendre aussi bien, si pas plus, au début du 21e siècle qu'au début du 20e ! Près de 30 ans avant la grande dépression des années 30 et plus d'un siècle avant la grande

récession qui a éclaté avec la chute de Lehman Brother le 15 septembre 2008, qui s'est poursuivie par une crise systémique des systèmes financiers pour ensuite se muer en crise de la dette des états (Grèce, Portugal, Irlande, ...), Henri Lambert avait identifié un ensemble de dérives et de comportements déviants ayant libre cours dans la société. Chacun aura compris qu'il met le doigt avant tout sur les privilèges exorbitants de la responsabilité limitée dans l'association des capitaux, et cela sous la forme de l'anonymat. Certes, reconnaît-il, ce privilège fut un moyen pour « forcer » ou hâter le développement de certaines branches industrielles, mais ce fut au détriment d'autres industries ; « car on ne peut accroître par des artifices l'ensemble des activités ni le patrimoine commun des hommes. On ne peut qu'y provoquer des déplacements ».